

Racisme et discriminations sur la table des élections

LE POINT : Julie Pascoët est « Senior Advocacy officer » pour l'Enar (European Network against Racism). En d'autres termes, elle est chargée de plaider.

2018 Les discours électoraux de la campagne seront analysés : « Un dérapage ? On demandera des comptes ! »

La Verviétoise Julie Pascoët, responsable pour le réseau européen contre le racisme (Enar), développe deux enjeux majeurs en cette période préélectorale.

● Interview : Pierre LEJEUNE

Julie Pascoët, l'Enar a distingué cinq groupes discriminés et racisés que sont les Juifs, les Musulmans, les Roms, les Noirs et les migrants.

Retrouvons-nous ces cinq groupes à Verviers et dans quelle proportion ?

Il est toujours difficile de parler de proportion car nous ne disposons pas de données chiffrées par ethnicité et/ou religion en Europe (Unia publie cependant des rapports sur la discrimination et indique que le critère racial est le premier motif de discrimination en Belgique). La plupart des pays ne permettent pas de collecter ce genre de données. Sur Verviers, on sait qu'on a une population musulmane importante, mais qu'elle ne dépasse pas 15 % de la population. On sait qu'il y a des Roms. On sait également qu'il y a des Juifs, mais une très faible population car il n'y a pas de lieu de culte structuré, de synagogue. Pour les migrants, c'est une question plus transversale et pas propre à Verviers mais cela reste une de nos priorités à l'Enar car on sait pertinemment que les migrants avec le statut de demandeurs d'asile ou de réfugiés (ce n'est pas le cas de tous les migrants) vivent dans une plus grande précarité et ont certains accès réduits encore. On a d'ailleurs connu, à Verviers, une plus grande affluence des migrants ces dernières années... Pour la population d'ascendance africaine, c'est encore plus difficile à compter ou relever. Ils sont discriminés sur base de leur cou-

« Dans les politiques de lutte contre les discriminations et contre

le racisme, il y a peu de choses mises en place. »

leur de peau mais on ne peut pas clairement faire un recensement.

Ce qui est évident, c'est que Verviers est une ville très cosmopolite où l'on retrouve, avec 55 000 habitants, toute la diversité qui existe en Europe. Il faut voir cette diversité comme une force et une richesse qui profite à tous, et non la stigmatiser. Or, Verviers (ses responsables politiques) hésite à mettre cette diversité en valeur et cela se reflète dans les politiques de lutte contre les discriminations et contre le racisme. Il y a peu de choses mises en place ou alors de manière trop timide et pas assez volontariste. Il y a bien eu quelques effets d'annonce, des campagnes d'affichage, de la communication symbolique, un projet de commission consultative... C'est bien, mais il faut aller plus loin. La société et les associations attendent plus de volontarisme et plus de concret sur la lutte contre les discriminations à l'emploi ou au logement pour permettre à cette diversité de s'épanouir sereinement et permettre à chacun de contribuer à la société. On parle d'un travail sur la mixité dans les écoles, mais cela reste encore au stade de la symbolique, même si j'avoue ne pas savoir s'il y a eu un travail spécifique effectué au niveau de la ville.

Il existe une proposition de plan interfédéral de lutte contre le racisme. La Belgique ne l'a toujours pas mis en place. Les villes ne peuvent-elles pas pousser pour l'adoption d'un tel plan ?

Ne peuvent-elles pas mettre en place un plan d'actions locales contre le racisme ?

Il y a également eu une proposition de rejoindre le réseau Cités Interculturelles ou la coalition européenne des Villes contre le racisme... Mais je ne sais pas où ça en est. Verviers ne profiterait pas des échanges qui pourraient se faire avec d'autres comme Gand pour améliorer ses politiques ?

L'identification des personnes est compliquée. Impossible, presque...

Il y a quelques petites alternatives. On peut mettre en place des questionnaires anonymes à remplir de façon volontaire pour les personnes qui peuvent, ainsi, s'identifier et ce dans plusieurs domaines comme lors d'un recrutement. On peut aussi compter sur un tissu associatif fort à Verviers. Ce tissu qui, comme moi-même, est disponible pour discuter d'actions concrètes à mettre en place dans la lutte contre le racisme. On reste trop dans la symbolique et dans l'annonce alors qu'on fait face à des discriminations structurelles.

Vous travaillez sur l'adoption de politiques antiracistes plus fortes.

Concrètement, quelles actions pourraient être mises en place à l'échelon d'une ville comme Verviers ?

On pourrait, par exemple, travailler sur les marchés publics de la ville. Une des conditions pourrait être la mise en place de mesures contre les discriminations (genre, handicap, origine, etc.) dans le cadre d'un marché. Au niveau des jobs étudiants, on pourrait s'assurer que les campagnes de recrutement

touchent également des jeunes de quartiers « discriminés » ou qui ont plus difficilement accès à l'emploi. On pourrait appliquer la motion Obama (adoptée il y a quelques années), et assurer une meilleure représentativité de la diversité chez les élus ou dans l'Administration.

Ce sont trois exemples concrets. Mais la Ville pourrait aussi commencer par adopter une motion où elle s'engagerait à lutter contre le racisme, de la même façon qu'elle a adopté la motion « Commune hospitalière » pour les migrants.

Vous souhaitez mobiliser et investir dans l'écoute des citoyens des quartiers « marginalisés ». Vous dites travailler sur la question, comment ?

Il y a des choses qui sont en place comme les comités de quartier. Il y a également eu des réunions entre élus et citoyens pour que tous se positionnent sur les futurs grands projets. Mais il faut faire plus, faire encore plus d'efforts pour toucher davantage les gens et, surtout, ceux qui ne sont

pas forcément touchés par la politique. Quand on voit un quartier comme celui de Hodimont, on constate le travail exceptionnel effectué par les associations pour faire en sorte de consulter la population sur les politiques clés. Allons encore plus loin.

Au niveau des élections, c'est à nous, citoyens, de créer une communauté vigilante. C'est à nous de sensibiliser les gens sur l'intérêt d'aller voter, sur les sujets importants qui sont en jeu. Personnellement, et avec d'autres, on suivra les débats et les idées proposées par les différents partis. On sensibilisera les gens autour de nous. Ça demandera évidemment des ressources

mais on fera le mieux possible pour avoir des élections sereines et pour que les citoyens soient informés de la manière la plus adéquate.

Vous marquez un vif intérêt sur les politiques à mener à Verviers dans le cadre de la lutte contre le racisme et contre les discriminations. On sent cependant poindre des bémols...

On a l'impression qu'il n'y a pas

vraiment de suivi sur ce que les politiques ont voulu mettre en place, pas d'objectifs et d'indicateurs qui permettent de mesurer le progrès. On ne voit pas les résultats, la rédaction d'un rapport sur les politiques menées... C'est pourtant important – indispensable – pour avoir une politique efficace et pertinente. L'échevine Sophie Lambert (NDLR : chargée de l'Emploi et de l'Égalité des Chances) a lancé un travail de

collecte de données sur la politique de diversité chez les employeurs privés. Qu'en est-il ? Quel est le suivi ? Idem pour la commission consultative de l'inclusion et de la citoyenneté que l'on retrouve dans la déclaration de politique générale PS-cdH. A-t-on avancé dans la mise en place de cette commission ? On en est où ? Qu'a-t-elle fait ? Il n'y a pas de suivi clair...

Vous dites attendre que les politiciens se positionnent. De quelle manière ?

En évitant de tomber dans des discours populistes. En mettant la lutte contre les discriminations et le racisme comme l'une des priorités de leur programme. En étant concret dans l'explication des priorités et en mettant en avant des politiques concrètes avec des objectifs et indicateurs de suivi. ■

Élections 2018 : « les politiciens n'accéderont pas au pouvoir via les fakes news »

Vous regrettez que les partis tiennent des propos racistes beaucoup plus assumés qu'auparavant. Comment tenir ce phénomène à l'œil lors de la campagne électorale verviétoise, sachant que des partis comme Islam, le PP ou la Droite Citoyenne risquent de polariser les débats ?

Plusieurs acteurs vont avoir leur rôle à jouer. Déjà, il y a des mesures à prendre au sein même des partis, dans le cadre des discours tenus par leurs politiciens. Il faudrait pouvoir prendre des sanctions fortes à l'égard de ceux qui tiendront un discours stigmatisant, remettre à l'ordre ces personnes...

Ensuite, les citoyens seront là. Le tissu associatif participera à la campagne en étant d'autant plus vigilant par rapport à ces questions. En cas de dérapage, les citoyens et les associations demanderont des comptes sur ces

discours stigmatisants et sensibiliseront la population à la dangerosité de ces mêmes discours.

Enfin, nous aurons les médias qui ont un rôle à jouer, et je dois dire qu'on a beaucoup de chance à ce sujet à Verviers.

Plus largement, au sein d'Enar, nous serons très vigilants à ne pas rediffuser les discours stigmatisants mais à lutter contre ces discours et s'assurer qu'ils soient sanctionnés. Et nous espérons évidemment que nos politiciens ne tomberont pas dans ce piège, car ce serait contre-productif de s'embarquer sur ce chemin, surtout à Verviers. Ça ne prendra pas, les citoyens feront attention. Mais je suis extrêmement confiante sur l'organisation de la société civile qui demandera des comptes aux politiciens en cas de dérapages, et sur la capacité des

associations à veiller aux discours. Vous savez, la diversité est une vraie force pour Verviers, les citoyens le portent et le montrent de plus en plus, en témoigne la parade contre le racisme en mars dernier. Verviers accepte et embrasse la diversité, je suis optimiste et confiante.

Les manipulations d'opinion et les fakes news ne représentent-elles pas le défi de demain ?

Clairement. Sur la question de l'immigration, par exemple, on assiste de plus en plus à l'utilisation de fakes news. Mais posons-nous la bonne question : comment contrer ces discours ? Il ne suffit pas de mettre en avant des chiffres ou des contre-arguments. Le vrai défi, c'est de construire ensemble un discours positif qui ira toucher le cœur des gens afin de démontrer qu'il est

possible de vivre ensemble.

Je ne pense pas qu'il faille être sans cesse dans la réaction pour corriger les fakes news, ça ne sert souvent à rien. Les gens (NDLR : surtout sur les réseaux sociaux) n'essayaient même plus de vérifier les informations, ces « news ». Le discours positif, c'est une des stratégies qu'on essaye de mettre en avant au sein de l'Enar, en évitant d'être dans la réaction. Pour la plupart, les gens sont ouverts à la diversité et au vivre ensemble, appuyons-nous sur cela. Les politiciens qui en abusent n'accéderont ainsi pas au pouvoir par le biais des fakes news, nous devons nous en assurer. Ce sera un défi de les mettre en minorité dès qu'ils entreront dans une stratégie de stigmatisation en utilisant des fakes news. ■

P.L.J.